

GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU CANADA

MANDAT

CONTEXTE

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – dont le Canada est membre – définit le gouvernement ouvert (GO) comme une culture de gouvernance fondée sur des politiques et des pratiques novatrices et durables inspirées par les principes de transparence, de responsabilisation et de participation qui favorise la démocratie et la croissance inclusive. Même si le gouvernement ouvert a été lancé officiellement au Canada en 2011 (et considérant que les activités de GO dans de nombreuses administrations sont à divers niveaux de maturité), un certain nombre d'administrations, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ou les administrations municipales, adoptent des politiques sur les données ouvertes et communiquent des données ouvertes depuis 2008.

Les administrations travaillent individuellement en vue de répondre aux besoins et aux exigences du public canadien concernant le gouvernement ouvert, ce qui comprend :

- faire en sorte que les renseignements et les données soient plus faciles à trouver en améliorant la capacité de recherche dans les sites Web du gouvernement;
- faire en sorte que davantage de renseignements et de données soient disponibles en formats normalisés à l'aide des métadonnées, d'un étiquetage et d'une indexation améliorés;
- être plus ouvert avec les Canadiens en améliorant les politiques et les règles de manière à ce que les données et les renseignements du gouvernement soient ouverts par défaut;
- consulter de façon proactive le public canadien et lui donner la possibilité de tenir un dialogue bidirectionnel sur le gouvernement ouvert.

Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada (GTGOC) est constitué en vue d'offrir une plateforme favorisant l'échange de renseignements et la collaboration entre les administrations relativement aux activités liées au gouvernement ouvert.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada est opérationnel à compter du 11 avril 2017.

MANDAT

Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada est un forum permettant d'échanger des renseignements entre les administrations et de collaborer sur les initiatives, les outils et les principes de gouvernement ouvert, y compris ceux concernant les données ouvertes communes, les renseignements ouverts et la mobilisation du public dans l'ensemble des administrations.

RESPONSABILITÉS

Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada est chargé de ce qui suit :

- promouvoir la mise en œuvre des principes de données ouvertes, de renseignements ouverts et de mobilisation du public au sein des administrations et établir une orientation stratégique à l'appui du gouvernement ouvert pancanadien;
- transmettre, améliorer et élaborer des outils, des plateformes, des pratiques et des politiques communs pour aider les gouvernements canadiens à accroître la disponibilité de leurs données et de leurs renseignements aux Canadiens;
- maintenir ces outils et approches communs, au fur et à mesure qu'ils sont constitués, en établissant et en maintenant des processus de gouvernance qui incorporent les intérêts des administrations et qui font la promotion des objectifs communs;
- déterminer les lacunes et les possibilités en ce qui concerne la promotion du gouvernement ouvert dans l'ensemble des différentes administrations;
- demander et examiner les perspectives et les besoins d'un éventail d'experts et d'intervenants divers en ce qui a trait au gouvernement ouvert;
- promouvoir l'échange de renseignements dans l'ensemble des administrations sur la mobilisation des citoyens afin de maximiser l'investissement dans le gouvernement ouvert;
- contribuer à la participation du Canada au Partenariat pour un gouvernement ouvert et appuyer les forums canadiens sur le gouvernement ouvert (p. ex. le Sommet canadien sur les données ouvertes) afin de favoriser l'échange des pratiques exemplaires et d'accroître l'incidence du gouvernement ouvert.

COMPOSITION

L'adhésion au GTGOC tient compte des multiples ordres de gouvernements au Canada, et il est composé de membres du gouvernement fédéral, des provinces, des territoires et des administrations municipales. L'adhésion est limitée à un ou deux représentants exécutifs (au niveau de directeur) de chacune des administrations participantes, avec des experts de divers domaines.

- Le Groupe de travail sera présidé par un représentant du gouvernement fédéral (directeur, Gouvernement ouvert, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada) et

un représentant des gouvernements provinciaux ou territoriaux (la coprésidence sera revue chaque année).

- Il n'est pas recommandé de remplacer les membres – toutefois, afin d'assurer la continuité de la participation, les membres peuvent désigner au préalable un remplaçant qui peut participer pleinement aux réunions du Groupe de travail.
- Si un membre devient régulièrement non disponible pour participer aux réunions et aux activités du Groupe de travail, les coprésidents auront le pouvoir de demander un remplaçant issu de l'administration.

OPÉRATIONS

- Le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada tiendra des réunions mensuelles par téléconférences et/ou en personne, au besoin, afin de délibérer des principales priorités, de déterminer les mesures à prendre, de faire le point sur les initiatives conjointes et de promouvoir les principes du gouvernement ouvert dans tout le Canada.
- Chaque trimestre, les réunions seront élargies en vue d'inclure les cadres supérieurs des administrations (au niveau des DG) pour obtenir leurs commentaires, leur orientation et leurs conseils sur les priorités du Groupe de travail.
- Les coprésidents sont chargés d'organiser et de présider les téléconférences et de distribuer à l'avance des documents d'information aux membres, lesquels contiennent de l'information pertinente qui fournit un contexte pour les discussions.
- Les volets de travail déterminés par le Groupe de travail peuvent également être coordonnés et dirigés par les membres du Groupe de travail. Les responsables des volets seraient chargés de ce qui suit :
 - consigner la portée du volet de l'activité;
 - affiner les activités prévues et en assumer la responsabilité, et proposer les éléments livrables précis qui seront entrepris;
 - fournir des mises à jour régulières au GT sur les progrès réalisés dans le cadre des initiatives.
- Le GTGOC peut établir des sous-groupes pour étudier des questions particulières et pour formuler des recommandations, au besoin.
- Au fur et à mesure des besoins, le Groupe de travail fournira des conseils et une orientation d'expert et rendra compte des priorités et des progrès réalisés sur le gouvernement ouvert aux comités des cadres supérieurs, tels que les conseils mixtes du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public et du Conseil de la prestation des services du secteur public (Conseils mixtes), la Table des sous-ministres fédéraux-

provinciaux-territoriaux sur la prestation de services ainsi que les greffiers et les secrétaires de cabinet fédéraux, provinciaux et territoriaux.

APPROBATION ET EXAMEN

Le mandat a été approuvé par les Conseils mixtes le 8 septembre 2017 et il sera examiné périodiquement afin d'assurer sa mise à jour et son harmonisation avec l'orientation des Conseils mixtes.